

Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 3^{ème} trimestre 2021



PANORAMA GÉNÉRAL

Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 3^{ème} trimestre 2021

5 311 défaillances d'entreprises au 3^{ème} trimestre 2021

- > Les redressements judiciaires de PME de 10 à 19 salariés grimpent de 30 %
- > Malgré la bonne résistance des secteurs, certaines activités présentent des signes de fragilité
- > Derrière la baisse apparente des défaillances dans l'ensemble des régions, de nombreux départements en alerte



Paris, le 12 octobre 2021 –

Le groupe Altares – expert historique et référent de l'information sur les entreprises, partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1^{er} réseau international d'informations BtoB, dévoile aujourd'hui les chiffres des défaillances d'entreprises en France pour le 3^{ème} trimestre 2021.

Avec 5 311 procédures collectives ouvertes, en recul de 20,8 % par rapport au 3^e trimestre 2020, le volume des jugements est deux fois inférieur au niveau d'avant Covid. Des signaux de fragilisation émergent pour les PME de 10 à 19 salariés qui étaient encore épargnées au 2^e trimestre 2021 : elles observent une augmentation de 30 % des redressements judiciaires.

Si la quasi-totalité des secteurs semble résister, plusieurs activités, telles que l'industrie manufacturière et le transport routier de fret, présentent des signes de fragilité. De même, si les défaillances sont en baisse dans l'ensemble des régions, cette amélioration ne doit pas masquer l'augmentation des ouvertures de procédures dans de nombreux départements.

Thierry Millon, directeur des études Altares :

« Depuis le printemps 2019, soit un an avant le début de la crise sanitaire, le nombre des défaillances d'entreprises recule chaque trimestre. Un vaccin contre la défaillance aurait-il été trouvé ?

Rien n'est moins sûr. Ce 3^e trimestre 2021 vient en effet nous rappeler que les règles de l'économie et des échanges commerciaux se rétablissent progressivement au rythme de la fin du « quoi qu'il en coûte ». Si le volume des défaillances reste deux fois inférieur à celui de 2019, quelques activités présentent tout de même des signes de fragilité. Leurs tensions sont exacerbées par les difficultés d'approvisionnements, de recrutement et la reprise rapide qui alourdit les besoins de fonds de roulement. Un clivage s'opère donc entre les entreprises qui terminent 2021 avec un niveau de trésorerie solide, au prix d'un endettement parfois fort, et les entreprises qui manquent déjà de cash pour financer la reprise.

Quant aux activités telles que la restauration ou le commerce, aidées plus longtemps du fait de leurs fermetures successives, elles tiennent encore et comptent sur un retour durable des consommateurs. Sur le dernier trimestre 2021, les défaillances devraient pouvoir être encore contenues sous le seuil des 10 000 avant que 2022 n'ouvre la voie à des tendances bien moins favorables.»

Le nombre de défaillances d'entreprises en recul de 20,8 % sur le trimestre

5 311 entreprises sont tombées en défaillance en France au cours du 3e trimestre 2021, soit 20,8 % de moins que lors de la même période 2020.

Sur les seuls trois mois d'été, moins de 17 500 emplois étaient menacés par les défaillances d'entreprises contre 26 600 à la même période 2020.

En données lissées sur un an, la tendance reste favorable : 28 000 jugements ont été prononcés à fin septembre contre 37 400 un an plus tôt (-25 %).

Un taux de liquidations directes toujours élevé chez les TPE

159 procédures de sauvegardes (+2,6 %) ont été ouvertes au cours du 3e trimestre 2021, pour 1 292 entreprises placées en redressement judiciaire (-11,9 %) et 3 860 liquidations judiciaires directes (-24 %).

Le taux de jugements de procédures de sauvegarde (3 %) reste donc faible au regard de l'ensemble des ouvertures mais tout de même au plus haut, signe que la sensibilisation sur les dispositifs de prévention commence timidement à trouver un écho chez les dirigeants.

Le taux de liquidations directes reste très élevé (75 %) chez les TPE confirmant la grande fragilité dans laquelle ces entreprises se présentent, tardivement, devant le tribunal. À l'inverse, les sociétés de plus de 100 salariés sont moins de 14 % à ne pouvoir éviter la liquidation judiciaire directe. Sur ce profil d'entreprises, les sauvegardes sont plus nombreuses que les liquidations.

Le taux de redressements judiciaires augmente par rapport à l'été 2020 (24,3% contre 21,9%) mais reste très en-deçà des valeurs d'avant crise, voisines des 30 %.

Des signes d'alerte pour les PME de 10 à 19 salariés

Les TPE concentrent plus de neuf procédures sur dix (93 %). Avec 4 930 procédures ouvertes au 3ème trimestre, elles enregistrent une baisse du nombre de défaillances de 21 % par rapport à la même période de 2020.

En revanche, les PME de 10 à 19 salariés, encore épargnées au 2e trimestre 2021, présentent désormais des signes d'alerte. Elles enregistrent une augmentation de 2,9 % du nombre de procédures collectives. Une dégradation portée par la forte hausse (+30 %) du nombre de redressements judiciaires. Les liquidations directes reculent quant à elles de 5 % et les sauvegardes s'effondrent de 28 %. La moitié des PME concernées a plus de 10 ans et un tiers se concentre dans le bâtiment (gros œuvre et second œuvre).

Au-delà de 20 salariés, la baisse du nombre de défaillances est encore sensible (-27%).

L'ensemble des secteurs résiste mais certaines activités présentent des signes de fragilité

Au 3e trimestre 2021, les défaillances apparaissent encore en fort recul dans la quasi-totalité des secteurs. En revanche, elles augmentent dans plusieurs activités, essentiellement interentreprises, par rapport à la même période 2020.

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure par trimestre

(Données arrêtées au 1^{er} octobre de chaque année)

	2017 T3	2018 T3	2019 T3	2020 T3	2021 T3	Evolution T3 2021/T3 2020	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	224	216	205	155	159	2,6%	192
Redressements Judiciaires	3 215	3 613	3 161	1 466	1 292	-11,9%	2 549
Liquidations judiciaires directes	7 520	7 843	7 205	5 081	3 860	-24,0%	6 302
Total défaillances	10 959	11 672	10 571	6 702	5 311	-20,8%	9 043
Total Emplois menacés	35 100	34 900	36 200	26 600	17 460	-9 140	30 052
Emplois menacés par entreprise	3,2	3,0	3,4	4,0	3,3	-0,7	3,4

L'ensemble des secteurs résiste mais certaines activités présentent des signes de fragilité.



BATIMENT

Le bâtiment enregistre une baisse de -20,8 % des défaillances. Dans le détail, la tendance est toujours à la baisse pour la construction (-7,5 %). Le second œuvre résiste également (-8%) même si le nombre de redressements judiciaires y est en hausse (+11%). Les défaillances reculent de 2 % dans le gros œuvre du bâtiment en dépit d'une hausse de 16 % enregistrée par la construction de maisons individuelles. Les activités d'installation d'équipements thermiques et de climatisation et de menuiserie métallique et serrurerie enregistrent toutes deux de fortes augmentations du nombre de défaillances : respectivement +55 % et +33 %. Les défaillances augmentent aussi dans les travaux publics (+12%) et la promotion immobilière (+21%).



COMMERCE

Le commerce (-22,3 %) affiche un recul rapide du nombre de procédures. La tendance est notamment très favorable pour le prêt-à-porter (-54 %). Il est également sensible chez les garagistes (-18%) et les concessionnaires automobiles (-11%). En revanche, les défaillances augmentent en boucherie (+10%) et petites quincailleries (+36%).



INDUSTRIE - MANUFACTURE

Dans l'industrie agroalimentaire, les défaillances s'inscrivent en net recul (-34%). En revanche, elles repartent à la hausse dans l'industrie manufacturière (+5%). Elles augmentent ainsi de 60 % dans l'imprimerie et de 25% en fabrication de structures métalliques. Dans la mécanique industrielle, la situation est plus compliquée : si le nombre de défaillances était resté stable entre les étés 2019 et 2020, il double au cours de ce 3e trimestre 2021. Le tiers des procédures concerne des PME.



SERVICES

Le secteur des services aux entreprises enregistre un fort recul des défaillances (-21,8 %). Une tendance portée par le conseil de gestion (-13 %), l'organisation de salons professionnels (-30 %) et les agences de publicité (-48 %). Les agences de voyage, qui avaient été durement impactées à l'été 2020, enregistrent un très net recul des procédures (-48 %). L'activité de nettoyage des bâtiments, en revanche, repasse dans le rouge (+21 %).

Les services aux particuliers (-25,5 %) offrent des baisses très sensibles des défaillances. Une performance tirée par les activités de coiffeurs (-29%) et soins de beauté (-20%).

Les services informatiques et édition de logiciels (+5,5 %) sont plus en difficulté. Ils affichent une augmentation du nombre de procédures dans de nombreuses activités, notamment la programmation informatique (+29 %) et le conseil en systèmes et logiciels informatiques (+48 %).



TRANSPORTS

Le secteur des transports et de la logistique enregistre une baisse limitée des défaillances (-2,1 %), tirée par les taxis (-32%). En revanche, les procédures augmentent dans les transports routiers de fret interurbain (+39%) ou de proximité (+35%).



RESTAURATION

C'est en hôtellerie-restauration que la baisse des défaillances est la plus forte (-46,1%). Dans le détail, le recul est de -29 % pour les hôtels, -43 % pour la restauration à table, -51 % en restauration rapide et -54 % pour les débits de boissons.



AGRICULTURE

Le recul de 12,3% du nombre des procédures dans l'agriculture masque les tensions de l'élevage notamment de bovins, d'ovins et de caprins.

Analyse des défaillances d'entreprises au 3^{ème} trimestre 2021 dans les régions

Derrière la baisse apparente des défaillances dans l'ensemble des régions, de nombreux départements en alerte

Au 3^{ème} trimestre 2021, l'ensemble des régions est concerné par une baisse des défaillances d'entreprises. Mais cette amélioration ne doit pas masquer la situation de fragilité dans laquelle se trouve une vingtaine de départements.

Affichant des volumes peu importants, la Corse enregistre la plus forte baisse des défaillances (-54,3 %). En 2^e position, on retrouve la Bretagne (-30,3 %). Les Pays de la Loire arrivent sur la dernière marche du podium avec une baisse de 29,6 % des procédures.

Dans la suite du classement, on retrouve la Normandie (-28,7 %). Le département de l'Orne peine toutefois à stabiliser ses défaillances. En Grand Est (-27,7 %) la tendance est également à la baisse même si le département de l'Aube observe un bond de 90 % des défaillances.

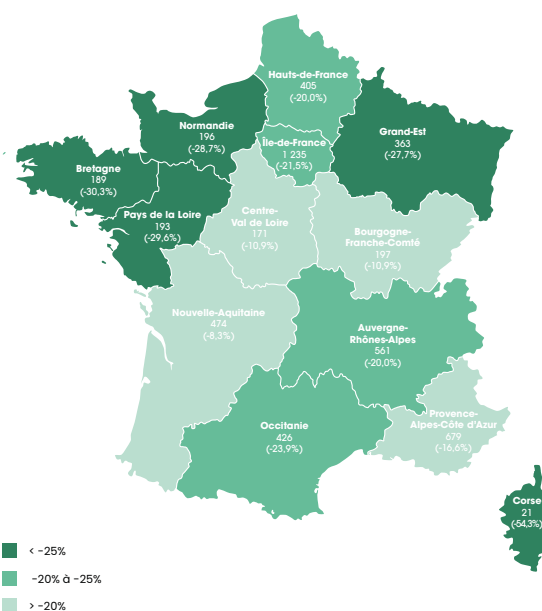
En Occitanie, les procédures reculent de 23,9 % mais ne baissent plus en Ariège, Lozère et Tarn-et-Garonne sans toutefois retrouver les niveaux de 2019.

En Île-de-France, la baisse du nombre de défaillances est également sensible : -21,5 %. Deux départements observent cependant de fortes dégradations : la Seine-et-Marne (+12,6 %) et le Val-d'Oise (+24,4 %).

À peine en-dessous de la performance nationale, les régions Hauts-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes voient le nombre de défaillances diminuer de 20 %. Si dans la première région, tous les départements sont dans le vert, on observe des disparités dans la deuxième : le Rhône et la Drôme parviennent ainsi difficilement à stabiliser leurs niveaux de défaillances.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, la baisse des défaillances est ralentie à -16,5% par le département des Bouches-du-Rhône où les procédures augmentent de 13,4 %. Les régions Bourgogne-Franche-Comté et Centre-Val-de-Loire ferment la marche avec un recul de -10,9 % des défaillances. En Côte-d'Or et Saône-et-Loire, le nombre de procédures se stabilise tandis qu'il grimpe rapidement dans l'Yonne qui avait pourtant connu un recul sensible des défaillances au 3^e trimestre 2020.

Carte d'évolution des défaillances par région au 3^{ème} trimestre 2021



La fin du « quoi qu'il en coûte » n'a pas encore été sifflée

Thierry Millon conclut :

« Le dernier trimestre 2021 sera déterminant pour de nombreuses entreprises. Elles devront se donner les moyens d'embrasser la croissance 2022 pour honorer les engagements d'emprunt et rappels de cotisations.

Pour l'heure, la fin du « quoi qu'il en coûte » n'a pas encore été sifflée. Car si les aides financières s'étiolent et si le dispositif d'activité partielle revient peu à peu à la normale, la bienveillance des organismes sociaux, elle, demeure. Le recouvrement forcé et les assignations ne sont donc pour l'instant pas d'actualité.

Or, environ un tiers des procédures de défaillance sont ouvertes sur assignation. Cet « accompagnement » public va finir par s'éteindre lui aussi et rééquilibrer les rapports concurrentiels. Il est encore temps de s'y préparer.

En parallèle, les entreprises vont devoir composer avec l'amortissement des prêts garantis par l'État. Rappelons qu'elles sont 690 000 à avoir obtenu un PGE à la mi-septembre 2021, dont près des deux tiers ont été signés dès le début du dispositif. Le printemps 2022 s'annonce donc extrêmement tendu pour les entreprises qui ne seraient pas en mesure d'honorer les premières échéances.

Peut-être seront-elles alors tentées de solliciter l'aide du tribunal pour restructurer le PGE dans le cadre d'une conciliation ou allonger la durée de remboursement avec un plan de sauvegarde ou de redressement.

Les TPE et « petites » PME en difficulté pourraient aussi envisager de recourir à la procédure de traitement de sortie de crise (TSC) réservée aux entreprises fortement impactées par la crise sanitaire. Cette dernière, non encore décrétée, pourrait toutefois s'avérer difficile à mettre en œuvre pour des entreprises insuffisamment préparées. »

Pour en savoir davantage sur la façon dont Altares peut aider votre entreprise, rendez-vous sur : <https://www.altares.com>

SOMMAIRE

Les ouvertures de sauvegardes, redressements judiciaires & liquidations judiciaires en France au 3^{ème} trimestre 2021

1. Statistiques détaillées des défaillances 3^{ème} trimestre 2021

- Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 3^{ème} trimestre sur 5 ans
- **Histogramme** des défaillances sur 5 ans
- Statistiques des défaillances **par tranche d'effectif par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par tranche d'âge par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par activité par nature de procédure**
- Évolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans
- Statistiques des défaillances **par région par nature de procédure**
- Les défaillances d'entreprises **de plus de 20 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 100 salariés** au cours du 3^{ème} trimestre 2021 ,
- Carte d'évolution des défaillances d'entreprises en régions au 3^{ème} trimestre 2021

2. Annexes

- Méthodologie
- Secteurs d'activité analysés

PARTIE 1

Statistiques détaillées des défaillances

3^{ème} trimestre 2021

Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 3^{ème} trimestre

sur 5 ans (Les données 2020 T3 et 2021 T3 non définitives sont arrêtées au 1^{er} octobre de chaque année)

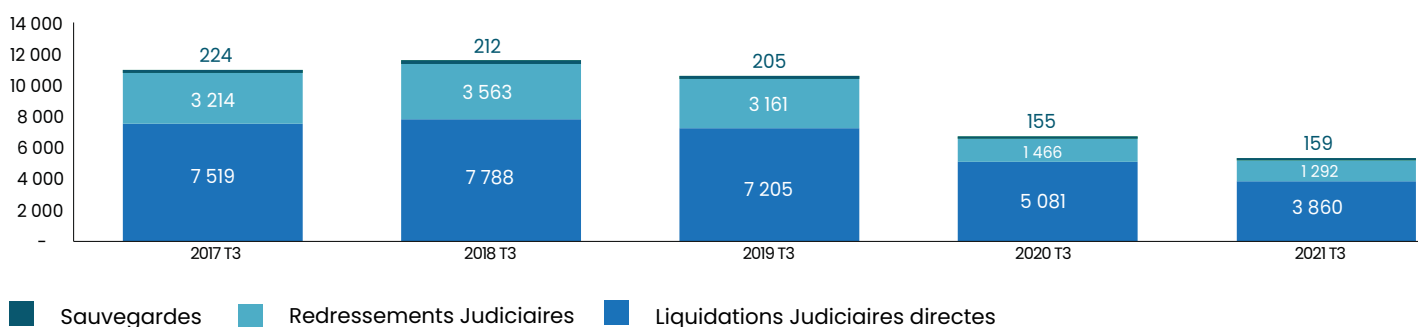
Nombre d'ouvertures	2017 T3	2018 T3	2019 T3	2020 T3	2021 T3	Évolution 2021 T3/2020 T3	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	224	216	205	155	159	2,6%	192
Redressements Judiciaires	3 215	3 613	3 161	1 466	1 292	-11,9%	2 549
Liquidations Judiciaires directes	7 520	7 843	7 205	5 081	3 860	-24,0%	6 302
Total défaillances	10 959	11 672	10 571	6 702	5 311	-20,8%	9 043

Taux par nature de procédure	2017 T3	2018 T3	2019 T3	2020 T3	2021 T3	Évolution 2021 T3/2020 T3	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	2,0%	1,8%	1,9%	2,3%	3,0%	0,7%	2,1%
Redressements Judiciaires	29,3%	30,8%	29,9%	21,9%	24,3%	2,5%	28,1%
Liquidations Judiciaires directes	68,6%	67,4%	68,2%	75,8%	72,7%	-3,1%	69,7%
Taux procédure	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	0,0%	100,0%

Nombre d'emplois menacés	2017 T3	2018 T3	2019 T3	2020 T3	2021 T3	Évolution 2021 T3/2020 T3	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	2 000	1 700	3 100	2 100	1 450	-650	2 070
Redressements Judiciaires	16 700	16 700	17 800	12 600	7 170	-5 430	14 194
Liquidations Judiciaires directes	16 400	16 500	15 300	11 900	8 840	-3 060	13 788
Total emplois menacés	35 100	34 900	36 200	26 600	17 460	-9 140	30 052

Nombre d'emplois menacés par entreprise	2017 T3	2018 T3	2019 T3	2020 T3	2021 T3	Évolution 2021 T3/2020 T3	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	8,9	8,0	15,1	13,5	9,1	-4,4	10,9
Redressements Judiciaires	5,2	4,7	5,6	8,6	5,5	-3,0	5,9
Liquidations Judiciaires directes	2,2	2,1	2,1	2,3	2,3	-0,1	2,2
Total emplois menacés	3,2	3,0	3,4	4,0	3,3	-0,7	3,4

Histogramme des évolutions de défaillances sur 5 ans



Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure

Tranche de salariés	2020 T3				2021 T3				Évolution 2021 T3/2020 T3	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Moins de 3 salariés	77	1 019	3 993	5 089	95	889	3 031	4 015	-21,1%	75,5%
3 à 5	19	197	634	850	20	173	464	657	-22,7%	70,6%
6 à 9	16	81	242	339	11	76	171	258	-23,9%	66,3%
10 à 19	21	68	152	241	15	89	144	248	2,9%	58,1%
20 à 49	12	69	46	127	8	41	39	88	-30,7%	44,3%
50 à 99	6	12	11	29	6	9	8	23	-20,7%	34,8%
100 et plus	4	20	3	27	4	15	3	22	-18,5%	13,6%
Total défaillances	155	1 466	5 081	6 702	159	1 292	3 860	5 311	-20,8%	72,7%

Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure

Tranche d'âge	2020 T3				2021 T3				Évolution 2021 T3/2020 T3	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
moins de 3 ans	12	157	891	1 060	20	126	603	749	-29,3%	80,5%
3 à 5 ans	31	399	1 416	1 846	29	368	1 146	1 543	-16,4%	74,3%
6 à 10 ans	33	380	1 233	1 646	39	330	941	1 310	-20,4%	71,8%
11 à 15 ans	22	186	635	843	16	187	531	734	-12,9%	72,3%
16 et plus	57	344	906	1 307	55	281	639	975	-25,4%	65,5%
Total défaillances	155	1 466	5 081	6 702	159	1 292	3 860	5 311	-20,8%	72,7%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure

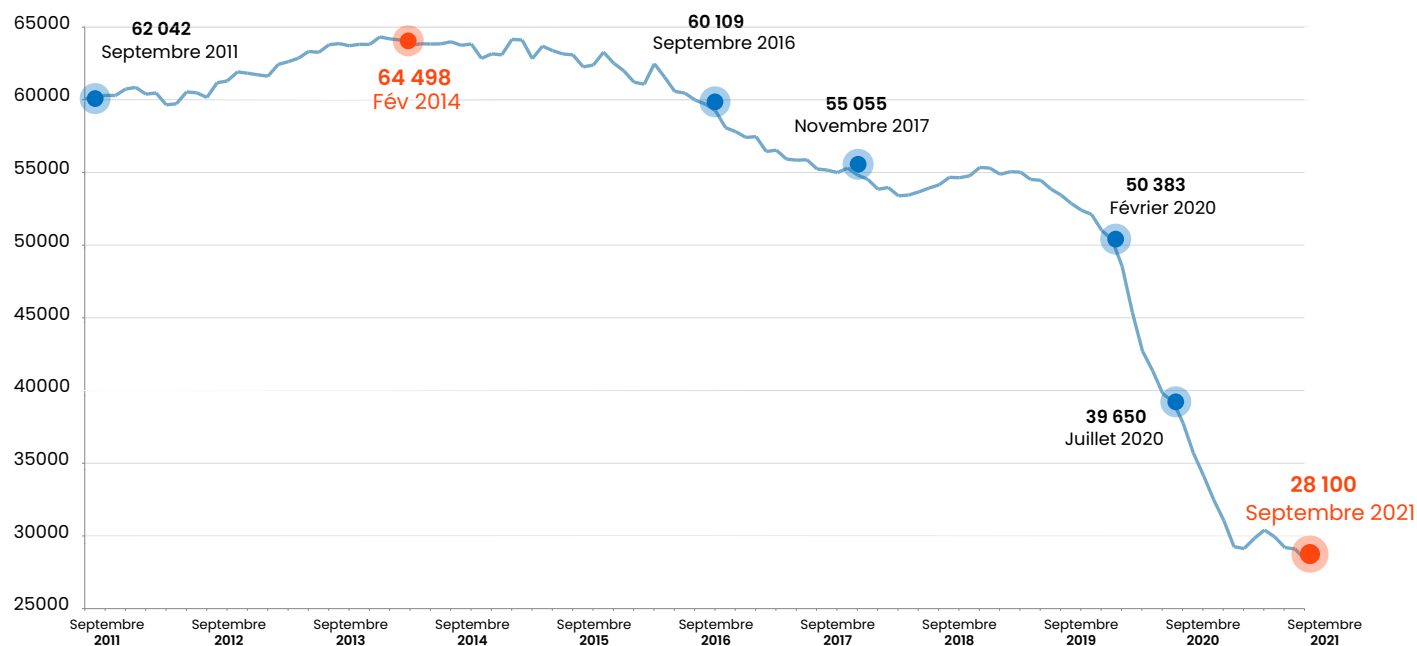
Activité	2020 T3				2021 T3				Évolution 2021 T3 / 2020 T3	Taux de Liquidations Judiciaires	
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total			
Agriculture	6	90	91	187	9	78	77	164	-12,3%	47,0%	
Chasse, pêche, forêt		7	22	29	2	13	17	32	10,3%	53,1%	
Culture	4	40	30	74	6	22	23	51	-31,1%	45,1%	
Élevage	2	43	39	84	1	43	37	81	-3,6%	45,7%	
Construction	22	374	1051	1447	33	349	957	1339	-7,5%	71,5%	
Bâtiment	Gros œuvre	1	129	327	457	10	122	314	446	-2,4%	70,4%
	Second œuvre	2	137	496	635	6	152	427	585	-7,9%	73,0%
	Travaux Publics	1	25	42	68	3	20	53	76	11,8%	69,7%
Immobilier	Promotion immobilière	2	12	10	24	4	7	18	29	20,8%	62,1%
	Agences immobilières	2	5	51	58		6	45	51	-12,1%	88,2%
	Autres activités immobilières	14	66	125	205	10	42	100	152	-25,9%	65,8%
Commerce	33	273	1211	1517	17	240	922	1179	-22,3%	78,2%	
Commerce & réparation véhicules	6	65	241	312	6	54	206	266	-14,7%	77,4%	
Commerce de détail	Magasins multi-rayons	2	16	68	86	1	20	59	80	-7,0%	73,8%
	Détail alimentaire	3	32	119	154	1	18	94	113	-26,6%	83,2%
	Bricolage & équipement du foyer	4	17	85	106	1	20	77	98	-7,5%	78,6%
	Sport & loisirs	1	7	49	57	1	5	29	35	-38,6%	82,9%
	Commerce d'habillement	2	21	150	173		15	62	77	-55,5%	80,5%
	Soin de la personne & optique	5	11	32	48	3	11	28	42	-12,5%	66,7%
	Vente hors magasin		22	97	119	1	18	87	106	-10,9%	82,1%
	Carburants & combustibles		5	5	10			5	5	-50,0%	100,0%
	Autres commerces de détail		6	103	109		13	70	83	-23,9%	84,3%
	Commerce Interentreprises	Centrales d'achat	3	11	41	55	1	10	35	46	-16,4%
Alimentaire		3	10	42	55		13	35	48	-12,7%	72,9%
Textile, habillement		3	7	22	32		3	12	15	-53,1%	80,0%
Biens domestiques		1	11	30	42	1	10	30	41	-2,4%	73,2%
Équipements informatiques & électroniques			2	11	13		2	8	10	-23,1%	80,0%
Machines & équipements			8	26	34	1	8	27	36	5,9%	75,0%
Matériaux de construction, sanitaire...			11	35	46		11	25	36	-21,7%	69,4%
Autres commerces interentreprises			11	55	66		9	33	42	-36,4%	78,6%
Industrie	13	126	284	423	15	101	256	372	-12,1%	68,8%	
Industrie agroalimentaire	Industrie alimentaire	3	53	129	185	3	31	89	123	-33,5%	72,4%
	<i>Dont Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes</i>		36	103	139	2	26	74	102	-26,6%	72,5%
Industrie manufacturière	Textile, habillement, cuir	1	11	27	39		2	19	21	-46,2%	90,5%
	Bois, matériaux de construction		9	9	18	1	5	14	20	11,1%	70,0%
	Imprimerie	1	8	11	20	1	7	24	32	60,0%	75,0%
	Métallurgie, mécanique	2	16	31	49	6	19	38	63	28,6%	60,3%
	Énergie, Eau, Environnement	1	1	15	17		4	12	16	-5,9%	156,3%
	Réparation, maintenance	1	9	22	32	2	15	25	42	31,3%	83,3%
	Autres industries manufacturières	4	19	40	63	2	18	35	55	-12,7%	63,6%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure (suite)

Activité	2020 T3				2021 T3				Évolution 2021 T3 /2020 T3	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Information & communication	5	29	147	181	4	37	150	191	5,5%	78,5%
Services informatiques & édition de logiciels	4	17	93	114	4	28	122	154	35,1%	79,2%
Autres activités information & communication	1	12	54	67		9	28	37	-44,8%	75,7%
Transport & logistique	3	41	194	238	4	54	175	233	-2,1%	75,1%
Transport routier de marchandises	2	21	92	115	2	37	109	148	28,7%	73,6%
Autres activités de transport	1	6	20	27		7	20	27	0,0%	74,1%
Transport routier de voyageurs		14	82	96	2	10	46	58	-39,6%	79,3%
Activités d'assurance et financières	6	14	36	56	1	9	28	38	-32,1%	73,7%
Activités financières	5	10	26	41	1	5	20	26	-36,6%	76,9%
Activités d'assurance	1	4	10	15		4	8	12	-20,0%	66,7%
Services aux entreprises	42	192	730	964	32	187	535	754	-21,8%	71,0%
Activités scientifiques et techniques										
Autres services spécialisés	4	45	145	194	2	35	79	116	-40,2%	68,1%
Conseil en communication et gestion	5	18	134	157	6	16	106	128	-18,5%	82,8%
Services d'architecture et d'ingénierie	12	26	90	128	3	30	87	120	-6,3%	72,5%
Services administratifs aux entreprises										
Activités de holding ou des sièges sociaux	13	27	81	121	11	25	46	82	-32,2%	56,1%
Autres services administratifs aux entreprises	6	51	186	243	8	45	131	184	-24,3%	71,2%
Sécurité		7	44	51	1	17	29	47	-7,8%	61,7%
Nettoyage de bâtiments	2	18	50	70	1	19	57	77	10,0%	74,0%
Services aux particuliers	1	44	261	306	8	46	174	228	-25,5%	76,3%
Activités de réparation	1	5	26	32	4	4	19	27	-15,6%	70,4%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels		27	181	208	3	29	118	150	-27,9%	78,7%
Autres services à la personne		12	54	66	1	13	37	51	-22,7%	72,5%
Hébergement, restauration, débits de boissons	13	204	748	965	18	119	383	520	-46,1%	73,7%
Hébergement	2	17	46	65	4	9	30	43	-33,8%	69,8%
Restauration	9	144	581	734	13	96	291	400	-45,5%	72,8%
<i>Dont Restauration traditionnelle</i>	6	76	343	425	11	57	176	244	-42,6%	72,1%
<i>Dont Restauration rapide</i>	3	61	212	276	1	36	98	135	-51,1%	72,6%
Débits de boissons	2	43	121	166	1	14	62	77	-53,6%	80,5%
Autres activités	11	79	328	418	18	72	203	293	-29,9%	69,3%
Santé humaine & action sociale	2	29	57	88	8	18	48	74	-15,9%	64,9%
Activités récréatives	5	21	125	151	7	27	80	114	-24,5%	70,2%
Enseignement	4	22	109	135	3	20	57	80	-40,7%	71,3%
Autres activités		7	37	44		7	18	25	-43,2%	72,0%
Total défaillances	155	1 466	5 081	6 702	159	1 292	3 860	5 311	-20,8%	72,7%

Évolution du nombre de défaillances d'entreprises en France sur 10 ans

(Données 12 mois glissants – septembre 2011 à septembre 2021)



Êtes-vous certains que vos partenaires commerciaux ont les moyens de vous payer ?

intuiz+
by altares

Avec intuiz+, vérifiez la solvabilité de vos clients, prospects ou fournisseurs et protégez votre entreprise des risques de factures impayées.

Prenez vos décisions en toute confiance et développez votre activité sereinement.

En savoir plus

Statistiques des défaillances par région par nature de procédure

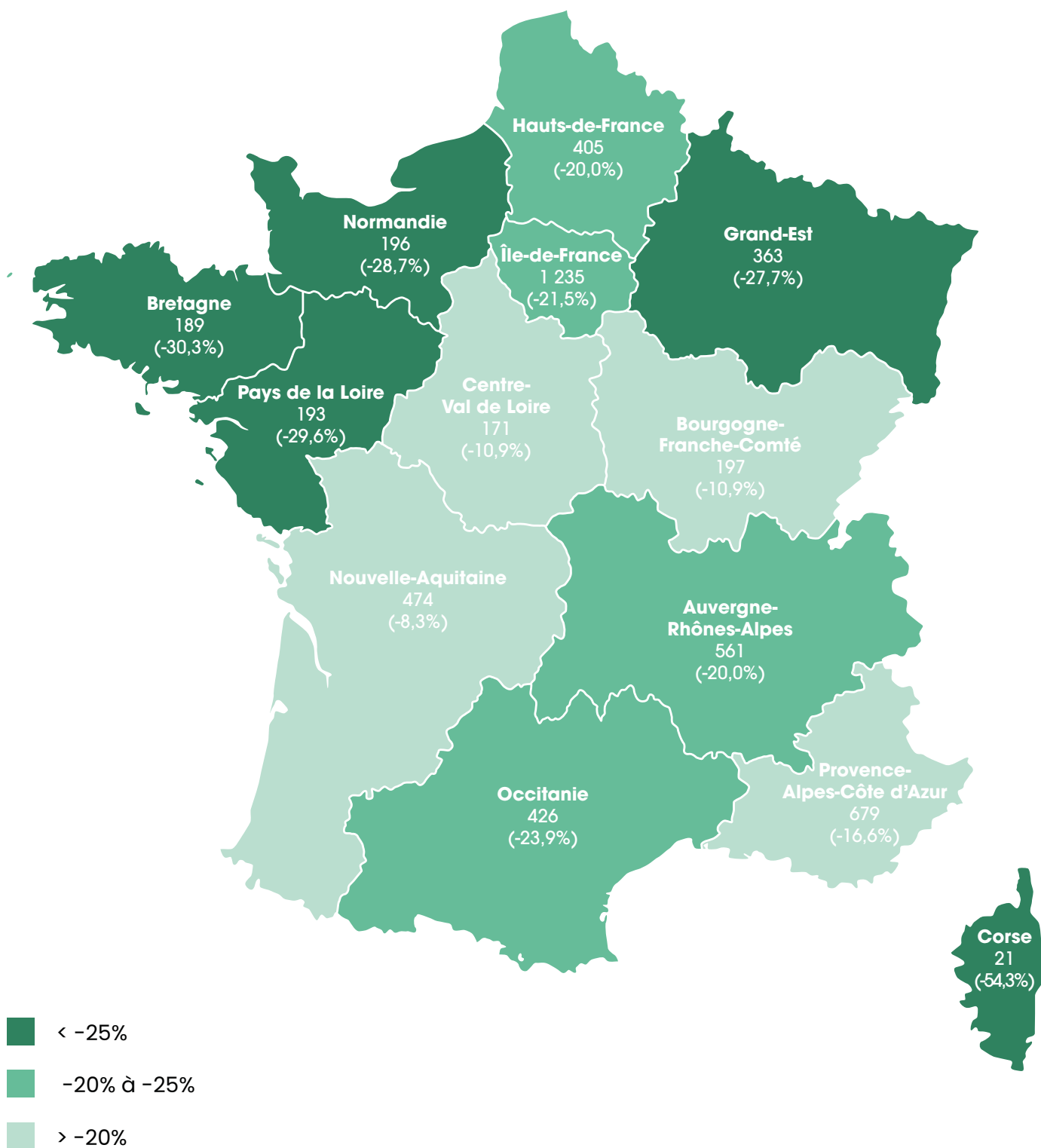
Régions	2020 T3				2021 T3				Évolution 2021 T3 / 2020 T3	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
AUVERGNE RHONE-ALPES	14	137	550	701	19	118	424	561	-20,0%	75,6%
BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	3	46	172	221	3	50	144	197	-10,9%	73,1%
BRETAGNE	9	55	207	271	7	43	139	189	-30,3%	73,5%
CENTRE-VAL DE LOIRE	8	34	150	192	2	34	135	171	-10,9%	78,9%
CORSE		18	28	46		5	16	21	-54,3%	76,2%
GRAND EST	10	110	382	502	10	83	270	363	-27,7%	74,4%
HAUTS-DE-FRANCE	13	100	393	506	14	93	298	405	-20,0%	73,6%
ILE-DE-FRANCE	37	180	1 356	1 573	18	197	1 020	1 235	-21,5%	82,6%
NORMANDIE	6	62	207	275	16	42	138	196	-28,7%	70,4%
NOUVELLE-AQUITAINE	14	138	365	517	17	116	341	474	-8,3%	71,9%
OCCITANIE	9	128	423	560	13	84	329	426	-23,9%	77,2%
PAYS DE LA LOIRE	8	58	208	274	3	55	135	193	-29,6%	69,9%
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	15	330	469	814	21	283	375	679	-16,6%	55,2%
OUTRE-MER, ETRANGER, NON CONNU	9	70	171	250	16	89	96	201	-19,6%	47,8%
Total défaillances	155	1 466	5 081	6 702	159	1 292	3 860	5 311	-20,8%	72,7%

Les défaillances d'entreprises de plus de 20 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 100 salariés au 3^{ème} trimestre 2021

(données non consolidées, dernier bilan disponible au moment de la défaillance)

RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE BILAN PUBLIE	PROCEDURE OUVERTE	MOIS PROCEDURE
ORLY AIR TRAITEUR	Restauration collective sous contrat	5629A	91	522	63,1	2019	Redressement Judiciaire	Juillet
PHYTO SERVICE	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques	4675Z	41	78	41,3	2019	Redressement Judiciaire	Juillet
VAILLANTIS	Construction d'autres bâtiments	4120B	75	49	39,5	2019	Liquidation Judiciaire	Juillet
LES PEINTURES REUNIES	Travaux de peinture et vitrerie	4334Z	57	220	32,8	2017	Redressement Judiciaire	Septembre
ETS ZILLI	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures	4642Z	69	118	28,1	2020	Résolution du plan de sauvegarde et ouverture d'un redressement judiciaire	Septembre
FUTURA INTERNATIONAL	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	4322B	94	140	27,6	2017	Liquidation Judiciaire	Septembre
METAL CHROME	Traitement et revêtement des métaux	2561Z	17	211	23,4	2020	Redressement Judiciaire	Juillet
RIEM BECKER	Services des traiteurs	5621Z	94	205	21,8	2020	Redressement Judiciaire	Septembre
ELEA CORP	Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé	4775Z	73	139	19,8	2019	Redressement Judiciaire	Juillet
CNMEP COMPAGNIE NOUVELLE DE MANUTENTIONS ET D'EXPLOITATION PORTUAIRE	Manutention portuaire	5224A	76	266	19,8	2020	Redressement Judiciaire	Août
MEDIAPRO FRANCE	Post-production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision	5912Z	92	167	16,1	2019	Liquidation Judiciaire	Septembre
CCN FRANCE	Décolletage	2562A	74	109	15,1	2018	Redressement Judiciaire	Septembre
HELIATEC	Ingénierie, études techniques	7112B	13	147	13,5	2019	Redressement Judiciaire	Juillet
BAG FLIGHT SERVICES	Services auxiliaires des transports aériens	5223Z	95	105	10,0	2019	Conversion en redressement judiciaire de la procédure de sauvegarde	Juillet
NATIS NATIONALE TECHNIQUES INFORMAT SERVICES	Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques	9511Z	93	142	8,1	2020	Procédure de Sauvegarde	Juillet
FACONNAGE DU PERCHE	Reliure et activités connexes	1814Z	72	130	6,5	2017	Redressement Judiciaire	Juillet
PARTENAIR LOGISTIQUE	Manutention non portuaire	5224B	93	163	6,2	2019	Redressement Judiciaire	Août
SPN	Nettoyage courant des bâtiments	8121Z	93	105	3,1	2019	Liquidation Judiciaire	Septembre

Carte d'évolution des défaillances par région au 3^{ème} trimestre 2021



ANNEXES

Note méthodologique

Définition de la défaillance

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal Judiciaire (Ex Tribunal de Grande Instance ou Tribunal d'Instance). Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation).

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois, avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République), soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

A retenir : une défaillance = une ouverture.

Statistiques de défaillances

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altares collecte ainsi près de 4 000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé, permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargées dans la base de données Altares mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

A retenir : une défaillance = un Siren.

Les sources des procédures collectées par Altares

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce de métropole et d'outre-mer. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) est enregistré.

Données en date de jugement

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication.

Nomenclature d'activités

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 3 janvier 2008. (Voir en annexe la distribution des secteurs d'activité et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares de défaillances d'entreprises)

A retenir : les activités sont définies par le code NAF.

Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

A retenir : des sources privées Altares peuvent pallier l'absence de documents comptables.

Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs Activités	Codes NAF associés
AGRICULTURE	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 et 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
CONSTRUCTION	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
COMMERCE	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
INDUSTRIE	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
INFORMATION & COMMUNICATION	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 et 59 à 61 et 62 à 6312 et 6391 et 6399
TRANSPORT & LOGISTIQUE	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
SERVICES AUX ENTREPRISES	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
SERVICES AUX PARTICULIERS	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 et 9604
Autres services à la personne	9601B et 9603Z et 9609 à 98
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSONS	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débits de boissons	5630
AUTRES ACTIVITES	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99

Cette étude vous a plu ?

Inscrivez-vous à notre newsletter
pour recevoir nos prochaines études

Je m'inscris

L'analyse trimestrielle

A propos d'Altares



Altares

52/58 avenue Jean Jaurès
92700 Colombes
contact@altares.com
Tél : 01 41 37 50 00

Directeur des études

Thierry Millon
Thierry.Millon@altares.com
Tel : 04 72 65 15 51

Expert de l'information sur les entreprises, Altares collecte, structure, analyse et enrichit les données BtoB afin de les rendre « intelligentes » et faciliter la prise de décision pour les directions générales et opérationnelles des entreprises. Le groupe propose son expertise sur toute la chaîne de valeur de la data.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1^{er} réseau international d'informations BtoB, Altares se positionne comme le partenaire de référence des grands comptes, ETI, PME et organisations publiques, en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données **sur plus de 400 millions d'entreprises dans 220 pays.**

Altares propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles liés aux échanges économiques :

- **les défaillances d'entreprises en France**, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 3^{ème} janvier 2006
- **les retards de paiement en Europe.**

Pour chacun de ces thèmes, Altares publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance.

Part of Dun & Bradstreet's
Worldwide Network

Paris

Campus Equilibre
Immeuble Le Yard
58 avenue Jean Jaurès
92700 Colombes
France
+33 (0)1 41 37 50 00

www.altares.com

Bruxelles

Pontbeekstraat 4
1702 Dilbeek
Belgique
+32 (0)2 481 83 00

www.altares.be

www.altares.lu

Rotterdam

Otto Reuchlinweg 1032
3072 MD Rotterdam
Pays-Bas
+31 (0)10 710 95 60

Amsterdam office

Krijn Taconiskade 438
1087 HW Amsterdam

www.altares.nl

Altares-D&B,

Campus Equilibre, Immeuble Le Yard, 52/58 av Jean Jaurès, 92700 Colombes | Tél. : 01 41 37 50 00 |
SAS au capital de 2.404.714,02 € | RCS Nanterre B 572 014 199 | SIREN 572014199 |
TVA FR 89 572 014 199 NAF 7022Z | D-U-N-S® Number 27-545-4064 | Email : contact@altares.com | www.altares.com